

PRE-FUNDING of COUNTRY PROGRAMME DOCUMENT

Programme Title: Préfinancement pour le	Recipient UN Organization (RUNO):			
Développement du CPD Spotlight Initiative violences	PNUD			
faites aux femmes et filles au Mali				
Programme Contact:				
Name and Title: Aboubacar Koulibaly, Country Director	Total Cost of the pre-funding for the Spotlight			
Address: Immeuble Badala, BP 120 Bamako, Mali Telephone: + 223 44 98 03 02	Country Programme: USD 177 513			
E-mail: aboubacar.koulibaly@undp.org				
Programme Country: Mali				
Programme Description : Le projet vise à réaliser les	Start Date: 26 July 2018			
activités à impact rapide, urgentes de formulation et de				
lancement du programme pays du SI pour le Mali.	End Date: 31 December 2018			
	Total duration (in months): 5 months and 5 days			
	T DES AGE			
Resident Coordinator	ESOES NATIONS UNES			
Ms. Mbaranga Gasarabwe	The second			
DSRSG/RC/HC	ES VIX REE			
	NAS NEW MY AND			
Signature / /	P. C.			
	S. D. MAN ST			
Nations Unies	20 BKO 00			
Date & Seal 26/07/2018	2000			
Recipient UN Organization	OPPEMENT.			
PNUD	Se To			
Mr. Aboubacar Koulibaly, Country Director	EX HERE			
Signature (1 Cont.)	Zes Zes			
	E 2 2 2			
Date & Seal 26/07/2018	11 C S			
The UN Executive Office of	the Secretary General?			
Ms. Michelle Gyles	s-McDonnough			
Director of the Sustainable Development in the Executive Office of the Secretary-General				
Signature:				
	<i>y</i> ************************************			



PRE-FUNDING ROGRAMME DOCUMENT

I. Context Analysis:

Etant un des huit (8) pays bénéficiaire de l'initiative Spotlight contre les violences faites aux femmes et aux filles, le Mali a démarré, sous le leadership du Bureau de la Coordinatrice résidente des Nations unies, le processus d'élaboration du CPO de façon participative avec les Agences des Nations Unies (UNFPA, ONU Femmes, PNUD, UNICEF et UNHCR), les organisations de la société civile nationale et internationale et le Gouvernement malien.

Le système des Nations unies s'est organisé tant au niveau technique (mise en place d'une Task Force) qu'au niveau stratégique avec la mise en place d'une plateforme inter-agence regroupant les chefs d'agence. Depuis la soumission du CPO, des échanges ont été engagés avec les différents segments de la société malienne afin de mieux les intégrer dans le processus de développement du programme. A cet égard, des discussions techniques ont été engagées aussi bien avec les acteurs non étatiques (OSC, secteur privé, leaders religieux, etc.) qu'avec le Gouvernement dont l'engagement dès les premières étapes du processus a permis de produire un document d'orientation de qualité. La mobilisation de l'ensemble de la sphère socio-politique du Mali pour le développement du CPD dont la version intermédiaire doit être soumis le 1^{er} août 2018 sera fondamentale dans la réussite du programme. Dans cette perspective, il est proposé la mise en place d'une équipe d'experts issus des organisations de la société civile, du secteur privé et de l'administration. Cette équipe aura comme tâche principale la collecte de données de base sur le terrain qui permettront d'assurer un suivi efficace de l'impact des interventions visées par le programme.

A date, la sélection des experts qui seront déployés sur le terrain est en cours. Des actions parallèles doivent être menées afin d'assurer la formulation du programme et un démarrage effectif des activités visées dans les meilleurs délais. Néanmoins, le processus électoral en cours notamment le scrutin présidentiel dont le premier tour est prévu le 29 juillet prochain pourrait avoir impact sur le calendrier de formulation et de lancement des activités.

Pour ce faire les Agences des Nations Unies récipiendaires sont engagées dans le cadre de la plateforme inter-agence, de mettre en œuvre des mesures d'atténuation des risques liés au processus électoral et tout éventuel risque lié au démarrage effectif du programme dans les délais requis. La présente demande de préfinancement est faite pour couvrir les dépenses urgentes liées au développement du document de programme qui autrement nécessiterait un partage de coût des agences avec des délais supplémentaires qui rallongeraient inutilement le développement du programme.

II. Programme Strategy

La stratégie pour la demande de préfinancement est basée sur l'utilisation de la fenêtre d'opportunités qu'offre les élections pour mobiliser le maximum d'acteurs autour de la problématique de la violence faite aux femmes et filles. En effet, même si des efforts ont été



engagés pendant la préparation du CPO, en mobilisant l'ensemble des acteurs de la vie sociopolitique, il apparaît primordial d'élargir la base de ce partenariat pour accélérer la formulation du document de programme qui devra refléter les perspectives des différents acteurs nationaux. L'objectif principal visé pour l'utilisation du préfinancement est de renforcer les activités d'information et de sensibilisation des populations et des démembrements des structures du gouvernement au niveau local afin d'assurer une appropriation effective du programme par les acteurs de mise en œuvre et les bénéficiaires. Le préfinancement permettra également d'affiner la collecte des données de base sur le terrain afin de faciliter le suivi de la mise en œuvre des activités et de réaliser les activités à impact rapide dans les zones de Koulikoro et Ségou.

III. Description of activities

Afin de renforcer le caractère inclusif et participatif du programme, différentes activités ont été proposées dans le cadre de cette demande de préfinancement. Il s'agit de :

3.1 Organisation des ateliers régionaux/national

Cette activité vise à élargir la base de partenariat autour du programme par l'implication des acteurs locaux. Ainsi, le projet vise à organiser des ateliers au niveau national, régional et local pour partager le CPD et assurer une meilleure appropriation du processus par les populations dans les zones d'intervention du programme et mieux responsabiliser les groupes cibles. Ces ateliers seront organisés dans les régions de Sikasso, Kayes, Ségou, Koulikoro et dans le district de Bamako. Un atelier national de restitution est également envisagé qui regrouperait les différentes parties prenantes au processus de formulation.

Le coût unitaire de ces ateliers est de 4 000 USD par région et 4 500 USD à Bamako pour un total de 28 000 USD.

3.2 Collecte des données sur le terrain

L'activité de collecte de données de terrain se justifie par le besoin de disposer de données viables en raison l'obsolescence des données actuelles. A cet égard, le projet envisage de mettre en place une équipe technique d'experts nationaux appuyés par les experts du GTSE pour la collecte des données sur le terrain. Cette activité vise assurer la collecte des informations et données actualisées sur le terrain pour la constitution de données de base à partir desquelles les indicateurs de suivi seront élaborés. Elle permettra également d'apporter un appui institutionnel au groupe de référence de la société civile pour assurer leur implication et la participation effective de toutes les parties prenantes au processus.

Le coût total pour cette activité est de 23 120 USD.

3.3 Lancement officiel du programme



Le projet prévoit le lancement officiel du programme avec les autorités nouvellement élues à Bamako. L'activité consistera à organiser un évènement rassemblant les différentes parties prenantes sous le leadership du Gouvernement et de la Coordinatrice résidente.

Les agences s'impliqueront dans la préparation du lancement à travers le groupe de communication et les ressources additionnelles mobilisées par le RCO auprès des agences. Le coût total de cette activité est **de 10 980 USD.**

3.4 Communication:

Le projet prévoit également de renforcer la communication et formuler une stratégie de mobilisation des ressources pour le programme. Dans cette perspective, le projet vise les activités suivantes : i) réalisation des supports de communication avec l'appui du UNCG.

Le coût total de cette activité est de 4 100 USD.

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'ensemble des activités, le RCO s'assurera de l'implication effective des groupes de travail interagence notamment le Programme Management Team (PMT), le Groupe Technique de Suivi et Evaluation (GTSE), Le Groupe de Communication des Nations Unies et le Groupe de Mobilisation des Ressources et Partenariat (GMRP) et élaborer un plan de suivi évaluation axée sur les résultats clés de l'initiative.

3.5 Activité à impact rapide :

Dans le cadre de la mise en œuvre des activités à impact rapide les agences UNFPA, UNICEF ONUFemmes, HCR et PNUD réaliseront les activités visant à :

- Renforcer l'accès à l'information aux services de prévention et de prise en charge des VBG (à travers les médias sociaux, les médias traditionnels, et autres activités de communication de proximité):
 - Diagnostiquer les zones à risques élevées des violences faites aux femmes et filles dans les régions de Koulikoro et Ségou;
 - Elaborer des messages clés à l'endroit des bénéficiaires pour prévenir, mitiger les risques
 VRG
 - Elaborer et disséminer les systèmes de référencement de Koulikoro et Ségou
 - Disséminer les messages clés à travers les médias (radio et télé), les médias sociaux (sms, tweet, facebook, whatsapp, etc...), les médias traditionnels (RECOTRAD, leaders communautaires et religieux) et les opérateurs téléphoniques de la place.

La mise en œuvre des activités citées ci-dessus permettra d'ici décembre 2018 au moins 60% des bénéficiaires seront informés de l'existence des systèmes de référencements et des services de prises en charge dans leurs localités.

- 2. Renforcer les services de prise en charge holistique (Centre de Référence de Santé de Koulikoro et Ségou) pour assurer une prise en charge de qualité des survivantes des VBG :
 - Renforcement les deux unités holistiques de prise en charge des survivantes (psychosocial/ gestion de cas, assistance médicale et la sécurité)
 - Formation des prestataires de santé en gestion clinique des viols
 - Formation sur le paquet essentiel des services VBG des acteurs impliqués dans la prise en charge des personnes survivantes au niveau des unités holistiques



La mise en œuvre des activités citées ci-dessus permettra aux deux unités d'assurer une prise en charge de qualité des survivantes d'ici décembre 2018.

Le coût total de cette activité est de 99 700 USD.

Actuellement les prestataires des services sont situés à des endroits différents. Ces régions n'assurent pas une prise en charge de qualité que ce soit médicale ou psychosociale. En outre, la police et les hôpitaux (centres de reference de santé) qui devraient fournir ces services se retrouvent submergés par d'autres cas et par conséquent l'environnement n'est guère propice et de ce fait ne garantissant pas un maximum de soins et de confidentialité.

Les fonds demandés de **53 600 USD** permettront de réhabiliter les salles confidentielles, d'acheter les équipements pour assurer la prise en charge médicale, psychosociale et sécuritaire. Ces centres garantiront la cohérence dans l'application des principes directeurs de la confidentialité, de la sécurité, de la sûreté et de la non-discrimination.

IV. Management arrangements

Le projet de préfinancement sera coordonné sous le leadership du Bureau de la Coordinatrice Résidente des Nation unies au Mali et mise en œuvre par les agences participatives énoncées plus haut (UNFPA, ONU Femmes, PNUD, UNICEF et UNHCR). La Task Force inter-agence responsable de la conduite technique du processus assurera le rôle de mise en œuvre des activités à travers un plan de travail approuvé par la plateforme inter-agence impliquant les chefs d'agence. Ce caractère collégial de la mise en œuvre des activités permettra de renforcer l'appropriation du programme et l'utilisation des ressources internes de l'organisation des Nations unies. A cet égard, les activités de communication et de suivi-évaluation seront mises en œuvre en collaboration avec les différents groupes techniques de l'équipe pays tels que le Groupe technique de suivi-évaluation (GTSE) et le Groupe de Communication des Nations Unies (UNCG).

Le PNUD assurera la réception des fonds, production des rapports financiers et narratifs du projet avec l'appui technique de ces différents groupes à travers le RCO.

ADVANCE BUDGET REQUEST - Detailed Budget SPOTLIGHT COUNTRY PROGRAMME DEVELOPMENT PROCESS

COUNTRY: MALI

Responsible UN Agency: PNUD

Please see Guidance box below the table and Table 2 in the second tab

THE BELOW EXAMPLE IS PRESENTED FOR ILLUSTRATION PURPOSE ONLY

#	Key Activities	UNDG Category	Unit quantity		Unit Cost (USD)	Duration	Time unit (Months, Days or Lump sum)		Total (USD)
1	NATIONAL OR LOCAL WORKSHOP(S)								
	Ateliers d'informations des autorités régionales sur l'initiative Spotlight dans les zones d'intervention de l'initiative spotlight (Kayes,Ségou,Sikasso et Koulikoro)								
	Location salle (4 regions x 1 jour)	7		\$			jours	\$	4 000
	Transport facilitateur (4 regions x 3 jours)	5		\$			jours	\$	6 000
	Rafraishissements (4 regions x 50 participants)	7	4	\$	10	50	personnes	\$	2 000
-	Atelier d'information sur le SI dans le district de Bamako			_	2.000				2.000
Н	Location salle Rafraishissements (100 participants)	7		\$			jour	\$	2 000 2 500
	Organisation atelier de restitution a Bamako			٦	25	100	personnes	Ą	2 300
	Location salle	7	1	\$	2 000	1	jours	\$	2 000
	Rafraishissements (100 participants)	7	1	+			personnes	\$	2 500
	Transport pour participants des 4 regions (20 personnes au total)	5	20	<u> </u>			forfait	\$	1 000
	DSA pour participants des 4 regions (20 personnes au total)	5		\$			jours	\$	6 000
THO	SUB-TOTAL				TALK EVEN			\$	28 000
2	COUT COLLECTE DES DONNEES								
	DSA -Kayes (2 staff x 5 jours)	5		\$			jours	\$	1 300
	DSA -Sikasso (2 staff x 5 jours)	5		\$			jours	\$	1 300
	DSA - Koulikoro (2 staff x 5 jours)	5		\$			jours	\$	1 300
	DSA - Ségou (2 staff x 5 jours)	5		\$			jours	\$	1 300
	Location voiture	5	1	·			jours	\$	2 680
	Carburant (forfait)	5		\$			jours	\$	1 800
	Expert national 1	4		\$			jours	\$	6 720
	Expert national 2	4	1	\$	224	30	jours	\$	6 720
CEAR CO.	SUB-TOTAL				2 × 0 2 7 2 2 2 2 2 2			\$	23 120
3	Lancement officiel avec les autorités nationales/UNCT/EU				4.500		C C - 11		4.500
-	location salle+ rafraichissements pour 100 personnes	7	1	\$			forfait jours	\$	4 500
	Facilitateur Banderoles	2		\$			banderoles	\$	280
-	DSA pour participants des 4 regions (20 personnes au total)	5	20	÷	150		jours	\$	6 000
	SUB-TOTAL	3		7	130		jours	\$	10 980
4	COMMUNICATION								
	Spot publicitaires (2 TV et 2 radio)	4	1	\$	500	4	spot	\$	2 000
	Autres supports de communication (brochures)	2	1	\$	3	700	brochures	\$	2 100
	SUB-TOTAL			18	3450000			\$	4 100
5	Activité à impact rapide (pilar 4 resultat 2) Renforcer l'accès à l'information aux services de prévention et prise en charge des VBG (à travers les medias sociaux, les médias traditionnels, et autres activités de communiation de proximité)								
	Expert national media sociaux	4		\$		30	jours	\$	6 000
	Services agence medias	4		\$			forfait	\$	2 000
	emissions radio (5 emissions x 2 regions)	4		\$			emission	\$	2 000
	articles de presse	4		\$			articles	\$	2 500
	transport pour le staff (4 personnes)	5		\$			jours	\$	800
-	DSA pour le staff (4 personnes)	5	4	÷			jours	\$	2 400
	Expert mobilisateur communautaire (2 par région)	4		\$			jours	\$	4 800
-	Location salle (2 regions x 2 jours)	5	2	\$			jours	\$	4 000
	Transport facilitateur (2 regions x 2 jours) Rafraishissements (2 regions x 2 jour x 50 participants)	7	4	1			jours personnes	\$	3 200 2 000
	SUB-TOTAL	<u> </u>	- 4	7	10	30	personnes	\$	29 700
	Renforcer les services de prise en charge holistique (Centre de Référence de Santé de Koulikoro et Ségou) pour assurer une prise en charge de qualité des survivantes des VBG								
3	Formateur (10 jours formation x 2 regions x 2 formateurs)	4		\$			jours	\$	8 000
	Rafraishissements (10 jours x 2 regions x 50 participants)	7		\$			jours	\$	8 000
Ш	impression materiels formation	2		\$			forfait	\$	400
	Matériel bureautique et équipement médical (2 centres)	3	1	\$	26 800	2	forfait	\$	53 600

L	Sub-Total Sub-Total			\$	70 000
	Total Direct Costs			\$	165 900
E.	Indirect Cost			\$	11 613
	TOTAL		A STATE OF THE STA	\$	177 513

GUIDANCE:

- Please establish a budget of a minimum of USD 100,000 and maximum of USD 200,000, this budget will come out of the Country Programme allocation, it is <u>not</u> an additional amount.
- Only one UN agency may receive and manage the advance budget. This agency will be decided by the RC.
- Consider activities required beyond the submission of the Country Programme Document, covering July 2018 December 2018.
- We encourage you to include any activities that will accelerate the operational and programmatic start of the implementation once the Programme received its Phase I funding.
- It is **not advised to include the costs of a full time consultant** to cover the whole pre-funding period (this should be a UN contribution), short consultancies for very specific needs could be included.

UN rate of june 2018 1\$=556 CFA DSA rate for June 72300 CFA=130 \$

Table 2

ADVANCE UNDG BUDGET REQUEST - UNDG Category Budget SPOTLIGHT COUNTRY PROGRAMME DEVELOPMENT PROCESS

COUNTRY: MALI

Responsible UN Agency: UNDP

Please see Guidance box below the table and Table 1 in the first tab

	TOTAL USD			
UNDG BUDGET CATEGORIES	Spotlight (USD)			
1. Staff and other personnel				
2. Supplies, Commodities, Materials	2780			
3. Equipment, Vehicles, and Furniture (including Depreciation)	53600			
4. Contractual services	40940			
5.Travel	35080			
6. Transfers and Grants to Counterparts				
7. General Operating and other Direct Costs	33500			
Total Direct Costs	165900			
8. Indirect Support Costs (Max. 7%)	11613			
TOTAL Costs	177513			

The Indirect Support Costs rate shall not exceed 7% of the total of categories 1-7, as specified in the SPOTLIGHT INITIATIVE MOU and should follow the rules and guidelines of each recipient organization. Note that Agency-incurred direct programme implementation costs should be charged to the relevant budget line, according to the Agency's regulations, rules and procedures.